

Bloquer la guerre d'aujourd'hui et celles de demain !

Paolo GILARDI. Membre du GSsA et du Mouvement pour le socialisme

Malgré une mobilisation sans précédents à l'échelle internationale, malgré des dizaines de millions de manifestants, malgré la distanciation de ses plus fidèles vassaux, le président des Etats Unis et son majordome anglais semblent vouloir persister sur la voie de la guerre.

Forts d'une technologie à la supériorité écrasante, c'est un peuple de 22 millions d'habitants qu'ils s'appêtent à soumettre à la terreur aveugle de bombes que l'on dit intelligentes, mais qui tuent et détruisent massivement.

C'est au nom d'une prétendue volonté d'éliminer d'hypothétiques armes de destruction de masse que les seuls qui aient eu recours dans l'histoire à ce genre d'armes, à Hiroshima d'abord, durant la guerre du Vietnam ou au Kosovo et en Irak par l'utilisation de l'uranium appauvri, vont imposer à tout un peuple de nouvelles souffrances, de nouvelles privations.

Que ceux qui s'érigent aujourd'hui en paragon des droits de la personne humaine alors qu'ils ont couvert les crimes de Saddam Hussein, notamment en s'opposant, comme l'a fait en 1988 le gouvernement de Etats-Unis, à la condamnation du massacre d'Halabja au cours duquel 5000 kurdes furent gazés, représente le sommet de l'hypocrisie.

Mais cela en dit long également sur la volonté étasunienne d'imposer au monde entier la domination du capitalisme nord-américain.

Pourtant, même si cette guerre devait vraiment avoir lieu, ainsi que les différents indices le laissent malheureusement présager, cela ne signifierait aucunement une défaite pour le mouvement contre la guerre. Au contraire, nous sommes convaincus que ce mouvement a son avenir devant lui.

Contrairement à 1991, les mouvements qui s'opposent à cette guerre se doivent de renforcer et élargir leur mobilisation. Ils le doivent parce que, à l'inverse de ce qui s'est passé en 1991, la préparation de la guerre a vu naître une vraie opinion publique mondiale capable de saisir les véritables enjeux.

Ceux-ci n'ont rien à voir avec la démocratie en Irak, ni avec les supposées armes de destruction massive. Ils se situent au niveau des intérêts aussi bien stratégiques que pétroliers d'une junte qui contrôle aujourd'hui, par la grâce de la cour suprême, le gouvernement des Etats-Unis.

C'est une bourgeoisie rentière qui vise aujourd'hui le contrôle du monde. Qui vise à soumettre l'ensemble de la population mondiale à sa propre domination, en s'appropriant le pétrole d'Irak, les ressources de l'Amazonie ou encore les savoirs faire des populations asiatiques. Pour cela, elle vise à maintenir le monde dans un état de guerre permanente, la guerre de longue durée annoncée par Monsieur Bush junior.

En descendant dans la rue malgré le fait que les décisions semblent avoir été prises, nous voulons d'abord, ainsi que le firent des centaines de milliers de personnes il y a plus de trente ans lors de l'agression étasunienne contre les peuples d'Indochine, rendre de plus en plus difficiles les conditions de la conduite de la guerre. A ce titre, nous exigeons l'arrêt immédiat des opérations guerrières ainsi que le retrait sans condition du Moyen Orient des troupes impérialistes.

Mais en descendant dans la rue maintenant, c'est aussi la suite du programme de domination du monde que nous combattons. Car, les empêcher de faire ce qu'ils veulent en Irak, c'est la meilleure des garanties, non seulement pour protéger les peuples d'Irak de la terreur des bombes, mais pour imposer aux agresseurs un prix politique élevé à payer pour de nouvelles aventures guerrières, contre la population d'Iran par exemple.

A ce titre, notre refus de la guerre assume une connotation particulière par rapport à la timidité du gouvernement Suisse. En effet, abandonner les lieux d'études et de formation le jour du déclenchement de la guerre, essayer d'organiser des actions de protestations sur les lieux de travail, descendre, ainsi que nous le demandons, dans les rues des villes de Suisse, au même moment que des millions d'autres personnes à travers le monde, être des dizaines de milliers à Berne ce samedi, tranche singulièrement avec l'attitude d'un gouvernement, celui de ce pays, qui n'ose même pas, malgré des professions de diplomatie publique, convoquer l'ambassadeur des USA pour lui signifier l'opposition de la Suisse à cette guerre.

Aujourd'hui, c'est à la population de ce pays de se faire entendre pour faire valoir son point de vue. En ce sens, le rendez-vous de ce samedi 22 mars peut et doit être un moment majeur. Un moment où la population, les gens, feront état de leur détermination de ne pas laisser que des dizaines de milliers de personnes meurent pour satisfaire les intérêts pétroliers de certains. Un moment donc particulièrement privilégié pour dire également le refus des sacrifices pour le plus grand nombre au nom des profits de quelques uns.